

rapport annuel 2024

résumé



IDENTITÉ ET MISSION

LVIA cherche à promouvoir une citoyenneté responsable fondée sur les principes de solidarité, à agir efficacement pour encourager le changement, à soutenir le dialogue et la compréhension mutuelle entre les peuples pour construire un monde plus juste et plus uni. Elle vise à créer une société mondiale dans laquelle la dignité de chaque personne est sauvegardée et promue, où chaque individu peut jouir des libertés fondamentales, avoir accès aux ressources et aux services, vivre dans un environnement sain et améliorer sa qualité de vie dans tous ses aspects. Une société où chaque individu et toutes les communautés ont le droit à l'auto-détermination, en accord avec les droits culturels des autres peuples et de tous les hommes et femmes de la planète.

La mission de LVIA

En 2024, pour atteindre les objectifs de sa déclaration de mission, LVIA a mené des interventions de développement et d'urgence dans 10 pays d'Afrique subsaharienne et en Italie. L'organisation a travaillé sur l'éducation à la citoyenneté mondiale, la promotion de la citoyenneté active, la compréhension interculturelle et l'inclusion sociale.

En 2024, les investissements dans les projets de coopération et d'aide humanitaire en Afrique et en Italie se sont élevés à 8 959 645 euros, représentant 97,54 % des dépenses, et ont permis d'améliorer concrètement les conditions de vie de 998 994 personnes:

- **52 936 personnes** (34 505 femmes, 18 431 hommes) ont de meilleures conditions de vie grâce aux interventions en faveur de systèmes alimentaires durables ;
- **113 391 personnes** (52 094 femmes, 37 729 hommes et 20 068 enfants) ont de meilleures conditions de vie grâce aux interventions pour l'accès à l'eau et à l'assainissement ;
- **259 752 personnes** (131 082 femmes, 125 170 hommes et 3 500 enfants) ont de meilleures conditions de vie grâce aux interventions dans le domaine de l'approvisionnement en énergie et de l'environnement ;
- **163 530 personnes** (78 525 femmes, 59 277 hommes et 25 728 enfants) ont vu leurs conditions de vie s'améliorer grâce aux interventions humanitaires et aux activités contre la malnutrition ;
- **53 393 personnes** (13 664 femmes, 4 755 hommes et 34 838 enfants) ont de meilleures conditions de vie grâce aux interventions pour l'inclusion sociale et la participation démocratique ;
- **360 593 personnes** (178 715 femmes, 178 393 hommes et 3 485 enfants) ont été impliquées dans des activités d'éducation à la citoyenneté mondiale, d'inclusion sociale et de citoyenneté active.

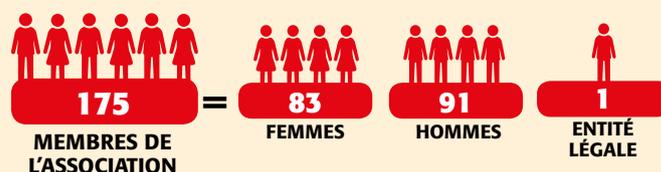
Les ressources pour les actions de développement ont représenté **86 %** des investissements dans les pays, tandis que les interventions humanitaires en ont absorbé le **14 %**.

Toutes les interventions ont été menées en tenant compte de la durabilité et des avantages futurs des actions. Grâce aux activités de communication, **84 098 personnes** ont été atteintes via les réseaux sociaux de LVIA, et des centaines de milliers de personnes supplémentaires ont été touchées par les activités dans les médias (site web, réseaux sociaux, bulletin d'information, etc.)

L'ASSOCIATION

LVIA, Association Internationale Volontaires Laïcs, a été créée en 1966. LVIA est une organisation à but non lucratif qui recherche des moyens d'action ef caces et innovants, en reconnaissant les valeurs fondamentales et l'engagement du volontariat dans toute sa diversité.

BASE ASSOCIATIVE

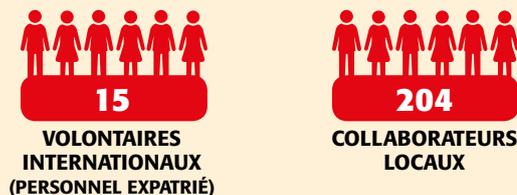


STAFF

EN ITALIE



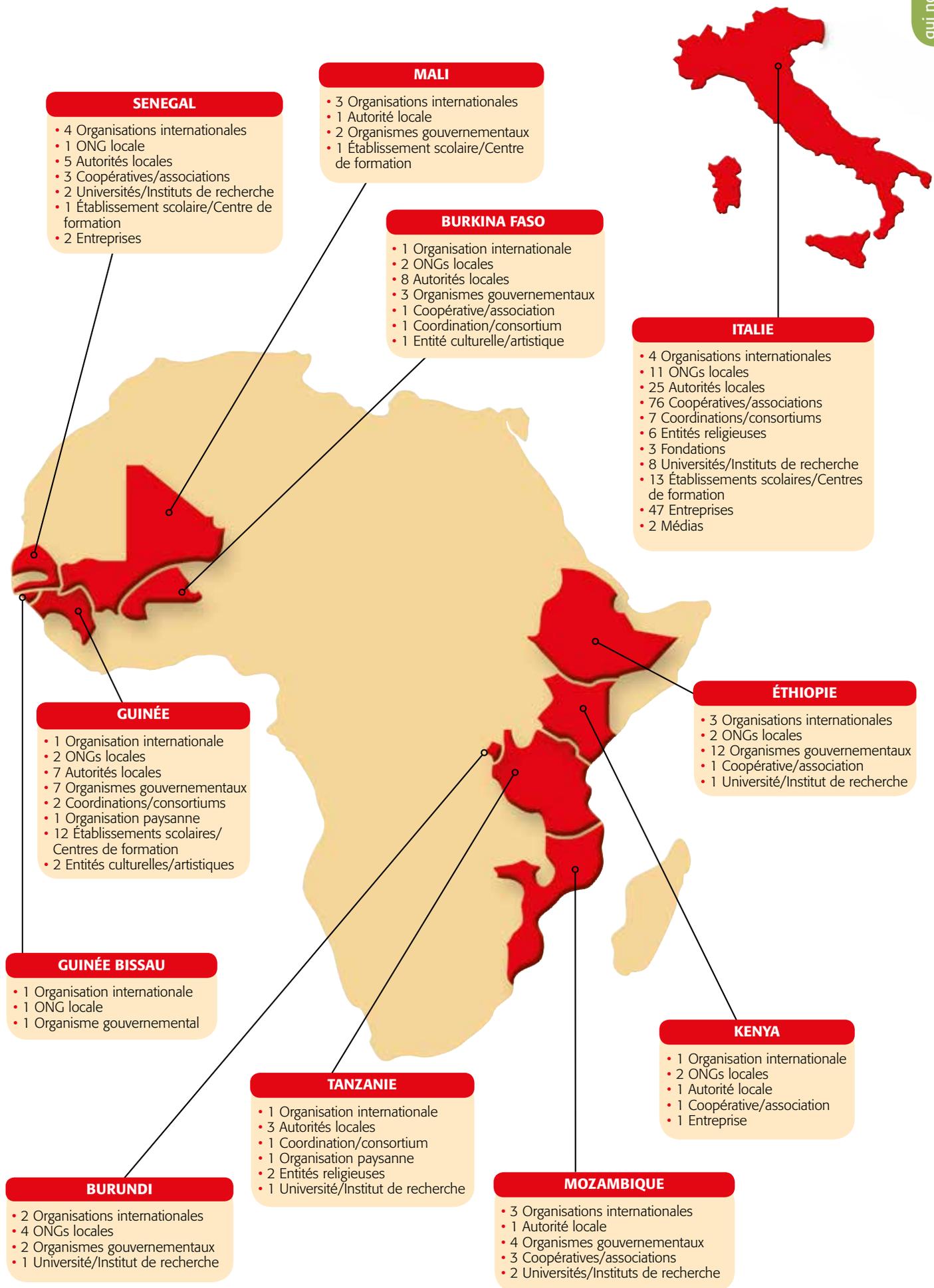
EN AFRIQUE



ROLES

REPRÉSENTANT/RESPONSABLE PAYS *	9	ANIMATEURS COMMUNAUTAIRES	48
COORDINATEURS DE PROJET	13	TECHNICIENS	45
ADMINISTRATION	31	LOGISTIENS	5
		CHAUFFEUR/AUTRE	68

*Le Représentant Pays, à la différence du Responsable Pays, a également le mandat de représenter l'association.



ORGANISMES DE FINANCEMENT POUR LES ACTIVITÉS EN ITALIE ET EN AFRIQUE

	103
 ORGANISATIONS INTERNATIONALES	1
 AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES	8
 AUTORITÉS RÉGIONALES ET LOCALES	12
 FONDATIONS	10
 ENTITÉS RELIGIEUSES	1
 UNIVERSITÉS	2
 ENTREPRISES	69

PRINCIPAUX ORGANISMES DE FINANCEMENT

 ORGANISATIONS INTERNATIONALES	<ul style="list-style-type: none"> • UNICEF
 AUTORITÉS ET PROGRAMMES GOUVERNEMENTALES	<ul style="list-style-type: none"> • UE • Commission européenne • AICS – Agence italienne pour la coopération au développement • ISA (Alliance solaire internationale) • Enabel – Agence belge de développement • Ambassade des Pays-Bas • 8x1000 Italie • AFD – Agence française de développement
 RÉGIONS ET COLLECTIVITÉS LOCALES	<ul style="list-style-type: none"> • Région Émilie-Romagne • Région Piémont • Communes de Turin, Castelbuono, Florence, Forlì, Cesena, Cuneo, Borgo San Lorenzo, Piossasco, Rivalta, Orbassano
 FONDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> • Fondation Compagnia di San Paolo • Fondation CARIPOLO • Fondation CRT • Fondation CRC • Fondation De Mari • Fondation Specchio dei Tempi • Entreprise sociale Con i Bambini • Kinder in Not • Fondation Aides et œuvres dans les missions • Fondation Nexus
 ENTITÉS RELIGIEUSES	<ul style="list-style-type: none"> • CEI - Conférence épiscopale italienne
 UNIVERSITÉS	<ul style="list-style-type: none"> • Université de Turin • Université de Bologne

ACTIVITÉS EN ITALIE

Les activités en Italie sont menées grâce au dévouement du personnel de LVIA et de divers groupes territoriaux et organisations dans différentes régions. En 2023, nous soulignons particulièrement le dynamisme des groupes territoriaux de Sangano, de Palerme et du bureau territorial de Forlì/LVIA Forlì nel Mondo. Les principaux axes de nos activités, détaillés dans les pages suivantes, sont les suivants :

LA CITOYENNETÉ ACTIVE • En commençant par les plus jeunes, mais pas uniquement, nous encourageons la participation des citoyens à la vie civique du pays. Cette participation, bien que parfois difficile, est cruciale pour conduire le changement : l'égalité des chances, la formation et l'éducation à la pensée critique sont des éléments fondamentaux pour se forger ses propres convictions et agir pour le bien commun.

ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE • En utilisant des méthodologies innovantes liées à l'éducation non formelle et au divertissement éducatif, nous fournissons aux jeunes les outils nécessaires pour comprendre les phénomènes contemporains complexes (tels que la mondialisation, le changement climatique et les migrations) et leurs interdépendances. Nous intervenons à tous les niveaux scolaires, en concevant des parcours éducatifs interdisciplinaires qui développent la citoyenneté active et les compétences interculturelles, tout en stimulant la pensée critique.

INCLUSION ET COHÉSION SOCIALE • Nous sommes actifs dans certaines périphéries urbaines et zones socialement défavorisées, en promouvant des initiatives visant à renforcer les réseaux sociaux et les partenariats public-privé. Ces efforts visent à favoriser l'inclusion durable des personnes menacées d'exclusion sociale et à renforcer la cohésion sociale des communautés. Ces dernières années, nous nous sommes également engagés à lutter contre la pauvreté éducative chez les mineurs, souvent confrontés au décrochage scolaire ou à des parcours éducatifs difficiles.



L'INFORMATION ET LA SENSIBILISATION • Nous communiquons pour sensibiliser les individus, la société civile, ainsi que les institutions publiques et privées aux problématiques actuelles, et les inciter à travailler ensemble à la recherche de nouvelles approches d'action. Nos principaux axes de concentration sont les droits de l'homme, les causes profondes de la pauvreté et l'engagement pour la transition.

OUTILS

Site web 64 332 visiteurs

Facebook 6 431 followers

Instagram 1 599 followers

Bulletin d'information 17 300 destinataires

Lettre d'information imprimée 10 000 destinataires



Simone Migliaro ©

En 2024, LVIA a mené des actions sur les systèmes alimentaires durables dans huit de ses dix pays d'intervention en Afrique, impliquant environ 53 000 participants.

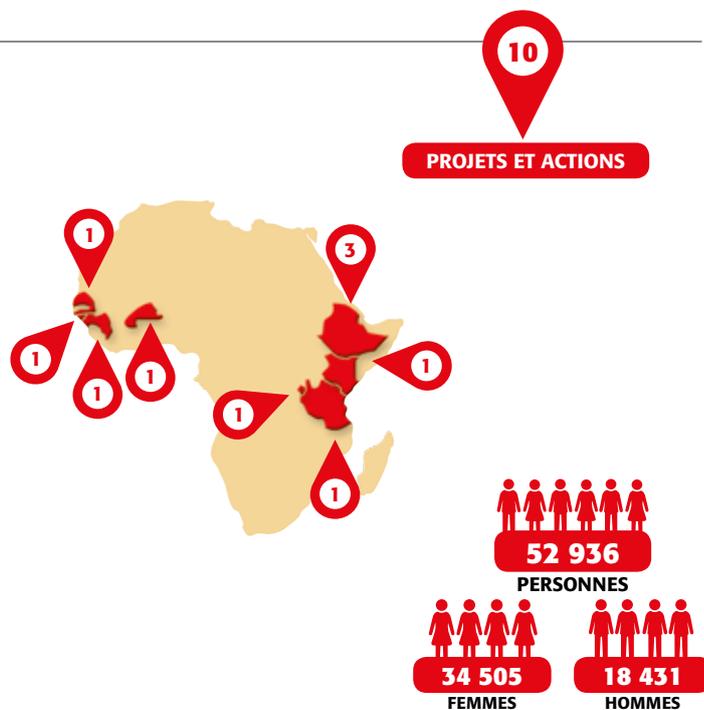
On note une augmentation de 23 % des participants par rapport à l'année précédente, principalement due à l'adoption de plus en plus structurée des approches méthodologiques dites « en cascade ». Ce modèle prévoit que LVIA forme des producteurs relais, des référents communautaires, des facilitateurs et des organisations locales, qui à leur tour reproduisent et élargissent les activités et les formations à plus grande échelle. Grâce à cette approche, plus de 18 000 producteurs ont été atteints en Tanzanie et 10 000 citoyens en Guinée.

Les interventions s'inscrivent dans une vision à moyen-long terme, s'appuyant sur les trois piliers stratégiques de l'agroécologie :

- Améliorer l'efficacité des ressources : par le recyclage et la réduction des intrants externes.
- Renforcer la résilience : en misant sur la santé des sols, le bien-être animal, la biodiversité, la synergie et la diversification économique.
- Assurer l'équité et la responsabilité sociale : à travers la co-création de connaissances, la valorisation des savoirs et régimes alimentaires locaux, l'équité, la connectivité, la gouvernance des terres et des ressources naturelles, et la participation.

Dans ce cadre, LVIA a travaillé en 2024 sur cinq chaînes de valeur agroalimentaires dans le cadre d'interventions pluriannuelles : la riziculture de mangrove en Guinée-Bissau, le lait de chamelle au Kenya, les tubercules et légumes autochtones (AIV – African Indigenous Vegetables) en Tanzanie et en Guinée, l'horticulture et la culture céréalière en Éthiopie.

S'y ajoutent des actions de soutien aux organisations paysannes au Burundi, le lancement d'activités de compostage au Burkina Faso (avec deux zones aménagées et deux unités mobiles), des parcours de formation au Sénégal, la reprise des interventions dans l'élevage au Burundi et en Éthiopie.



En Éthiopie, l'action en faveur de l'accès au crédit se poursuit avec la mise en place d'un fonds de garantie auprès de la Banque Coopérative de l'Oromia et le financement de six start-up ayant terminé avec succès leur phase d'incubation. Ce sont des exemples concrets de soutien à des chaînes courtes et à des systèmes alimentaires territorialisés, visant à stimuler l'entrepreneuriat agricole en collaboration avec des acteurs agricoles informels ou formels, publics ou privés, à but lucratif ou non lucratif.

L'approche méthodologique adoptée prévoit la formation et l'accompagnement continu des producteurs, communautés rurales, structures publiques et PME à travers un appui technique et de gestion régulier. En 2024, 64 structures – associations de base, organisations paysannes, institutions publiques, coopératives, OSC locales, PME et start-up – ont bénéficié d'un accompagnement de proximité permanent.

L'investissement le plus important a été réalisé en Guinée-Bissau, dans le secteur de la riziculture de mangrove. Après les travaux hydrauliques-agricoles et de génie rural (digues carrossables et ponts), les phases plus structurées de la chaîne de valeur ont été entamées : construction d'une mini rizerie à énergie solaire, installation de 21 décortiqueuses-polisseuses, soutien aux activités entrepreneuriales de commercialisation du riz.

Par rapport à 2023, on note un travail de recherche appliquée plus vaste, avec six études : systèmes d'élevage en stabulation fixe au Burundi ; scalabilité du système de certification GGAP et modèle agroécologique en Éthiopie ; filières de légumes autochtones en Tanzanie et en Guinée ; analyse socio-économique des ménages en Guinée ; analyse nutritionnelle et qualitative de 22 variétés de riz de mangrove en Guinée-Bissau.

La sensibilisation à la consommation de produits locaux et à la gestion durable des ressources a été assurée à travers des campagnes et des actions de plaidoyer. En complément de son action en Afrique, LVIA participe également au dialogue politique en Europe avec les réseaux engagés pour un autre modèle de développement.



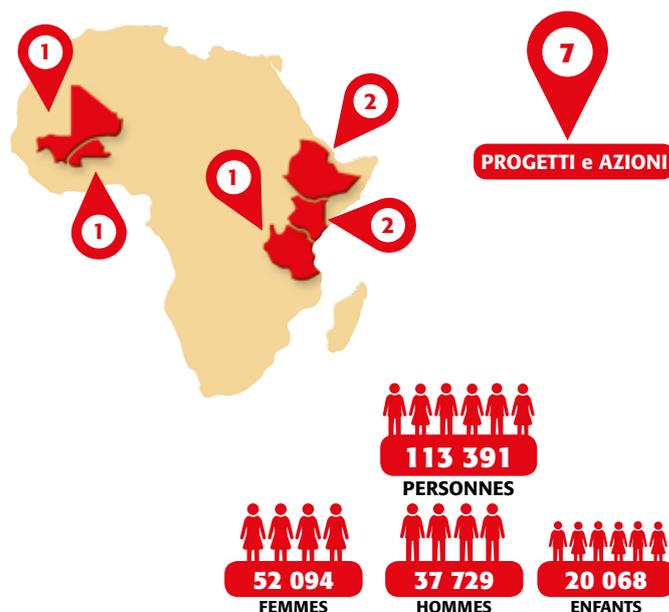
Giulia Puppini©

Le Rapport UNESCO 2025 fournit une mise à jour des données sur l'eau et l'hygiène, ne montrant aucun progrès significatif entre 2022 et 2023. Environ 2,2 milliards de personnes (soit 27 % de la population mondiale, dont quatre cinquièmes vivent en zone rurale) n'avaient pas accès à de l'eau potable gérée de manière sûre, et 3,5 milliards de personnes dans le monde n'avaient pas accès à des services d'assainissement gérés de manière sûre (UNICEF/OMS, 2023). La situation était particulièrement grave en Afrique subsaharienne, où seulement 24 % de la population disposait de services d'assainissement sûrs. Il faut souligner des problèmes d'efficacité dans l'utilisation de l'eau dans 58 % des pays, avec des niveaux significatifs de dégradation dus principalement à la pollution, aux barrages, à la conversion des terres, à la surexploitation et aux changements climatiques (PNUE, 2024a).

Ces résultats sont indéniablement dus, en premier lieu, à des investissements insuffisants : seulement 10 milliards USD d'aide publique au développement pour le secteur de l'eau (Nations Unies, s.d.c), alors que les dépenses militaires mondiales ont atteint un record de 2 440 milliards USD en 2023 (Stockholm International Peace Research Institute).

Il est donc important de rappeler que les investissements dans l'accès à l'eau et à l'hygiène offrent un retour élevé en matière de développement humain et économique, et que la bonne gestion des ressources en eau est essentielle pour la coexistence pacifique et un avenir prospère.

En 2024, les interventions de la LVIA en Afrique subsaharienne ont permis à 113 391 personnes dans six pays d'avoir accès à l'eau et à des services d'assainissement.



Les projets de la LVIA ont priorisé l'approvisionnement en eau et en services sanitaires principalement dans les écoles et les centres de santé, au bénéfice des communautés rurales de dizaines de villages où les services de base restent très limités.

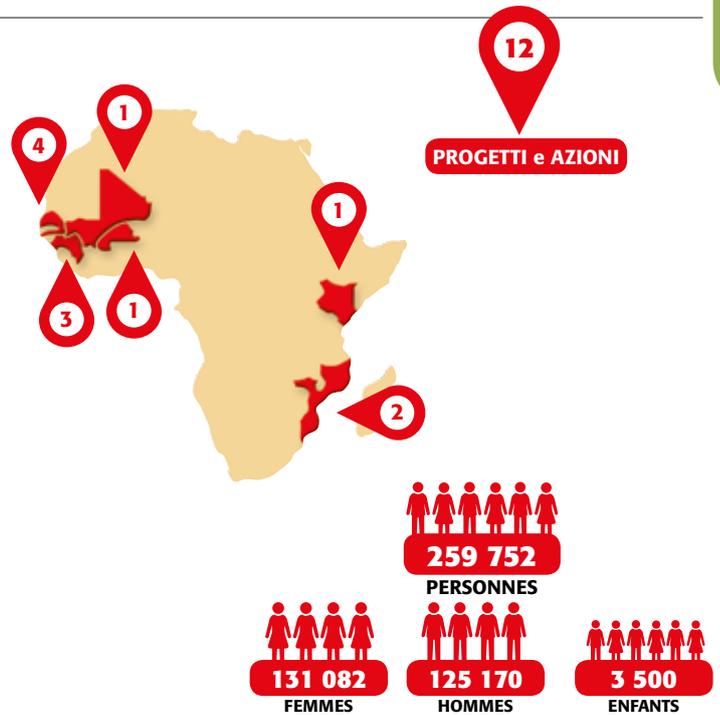
Cette année, la LVIA a réalisé le forage et la mise en œuvre de deux installations hydrauliques avec puits et pompe solaire, la réhabilitation de sept systèmes d'eau, ainsi que l'installation de neuf réservoirs de 10 000 litres dans des écoles et centres de santé dépourvus de ces équipements, y compris dans des situations post-urgence comme au Kenya après les inondations qui ont touché la région d'Isiolo.

Toutes les activités d'infrastructure ont été accompagnées d'une formation axée sur les aspects économiques/gestionnaires et techniques/hydrauliques, ainsi que sur l'exploitation, la maintenance, le suivi et la collecte de données. Près de 50 personnes ont été formées pour renforcer leurs compétences en gestion des systèmes hydrauliques et mener des actions de sensibilisation en cascade.

Plus précisément, des activités d'information sur l'hygiène ont été menées pour améliorer la connaissance des risques de contamination de l'eau et comment les réduire, ainsi que sur l'hygiène personnelle et l'utilisation des protections hygiéniques. Cinq campagnes de sensibilisation ont eu lieu dans trois pays, accompagnées de l'installation de stations de lavage des mains dans dix écoles et d'une campagne de distribution de serviettes hygiéniques, atteignant plus de 30 000 personnes. Ces activités ont été menées dans des dizaines de communautés, écoles et centres de santé grâce à la méthode de formation entre pairs et à l'appui de nombreux volontaires et promoteurs sociaux.



Simone Migliaro©



En 2024, les conséquences du changement climatique ont de nouveau touché des personnes, des familles et des communautés déjà structurellement vulnérables, en particulier dans les zones rurales. De nombreux pays où nous intervenons ont connu des sécheresses extrêmes, suivies d'inondations dues à des pluies excessives. Les ressources essentielles à la survie – telles que l'eau, la nourriture et les habitations – ainsi que de nombreux services essentiels ont été gravement affectés. Cela a contraint de nombreuses personnes à migrer de force vers les centres urbains ou à l'étranger, affaiblissant la structure sociale et économique des communautés locales, en particulier rurales.

La dégradation des sols, causée par des pratiques agricoles non durables, la déforestation et l'érosion, réduit la productivité agricole et entraîne la perte de nutriments essentiels. Parallèlement, la sécheresse – de plus en plus fréquente en raison du changement climatique – compromet les récoltes et aggrave la pénurie d'eau et les crises alimentaires. Dans ce contexte, des interventions ciblées en faveur de la protection de l'environnement, de l'adoption de l'économie circulaire et de la promotion des énergies renouvelables peuvent avoir des effets très positifs sur l'environnement, en contribuant à préserver les ressources naturelles, à améliorer la qualité de vie et à favoriser le développement durable.

En 2024, LVIA a promu des stratégies de conservation des ressources naturelles telles que la gestion durable des forêts, la protection de la biodiversité et la préservation des ressources en eau.

Des interventions comme le reboisement et le renforcement des zones protégées permettent de réduire l'érosion des sols, d'améliorer la qualité de l'eau et de créer des habitats pour les espèces menacées.

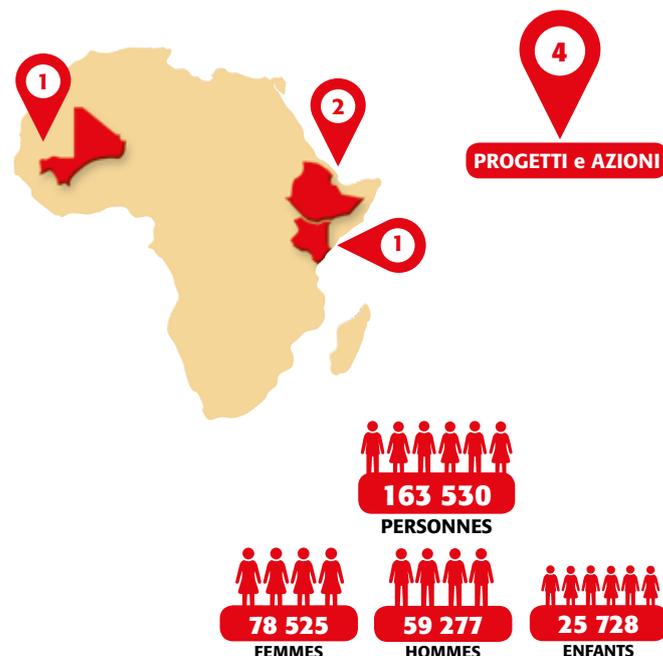
Elle a également promu l'économie circulaire en favorisant la réutilisation, le recyclage et la valorisation des ressources, réduisant ainsi la consommation de matières premières et la production de déchets.

Dans les pays où elle opère, où la gestion des déchets est souvent insuffisante, l'introduction de modèles circulaires par l'organisation a permis de réduire la pollution dans les centres urbains et d'améliorer la santé publique.

Enfin, en promouvant les énergies renouvelables, comme l'énergie solaire, LVIA a facilité l'accès à l'énergie dans les zones rurales et reculées, où les réseaux électriques sont insuffisants, stimulant la croissance économique et créant de nouveaux emplois dans les technologies vertes, tout en réduisant la pauvreté énergétique.

En 2024, LVIA a directement touché un total de 259 752 personnes (dont 125 170 hommes, 131 070 femmes et 3 500 enfants) dans 6 pays africains grâce à des activités liées à l'environnement et à l'énergie.

ACTION HUMANITAIRE ET LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION



En 2024, l'Afrique a continué à faire face à de nombreuses urgences humanitaires, dont beaucoup ont été aggravées par l'intersection entre conflits armés et changements climatiques. Des crises telles que celles au Soudan, dans la région du Sahel, en République Démocratique du Congo et dans la Corne de l'Afrique ont provoqué des millions de déplacés internes et de réfugiés, mettant à rude épreuve la capacité de réponse des gouvernements et des organisations humanitaires. Selon les données des Nations Unies, **plus de 40 millions de personnes** en Afrique avaient besoin d'une aide humanitaire fin 2024.

Les conflits armés demeurent l'une des principales causes des crises humanitaires. Les guerres civiles et les insurrections, souvent menées par des groupes armés ou alimentées par des tensions ethniques et politiques, détruisent les infrastructures, interrompent la production alimentaire et obligent les populations à fuir leurs foyers. À cela s'ajoutent les effets du changement climatique : sécheresses prolongées, inondations soudaines, désertification et perte de biodiversité touchent de plus en plus gravement des régions déjà vulnérables, compliquant l'accès à l'eau et à la nourriture et intensifiant la concurrence pour les ressources naturelles.

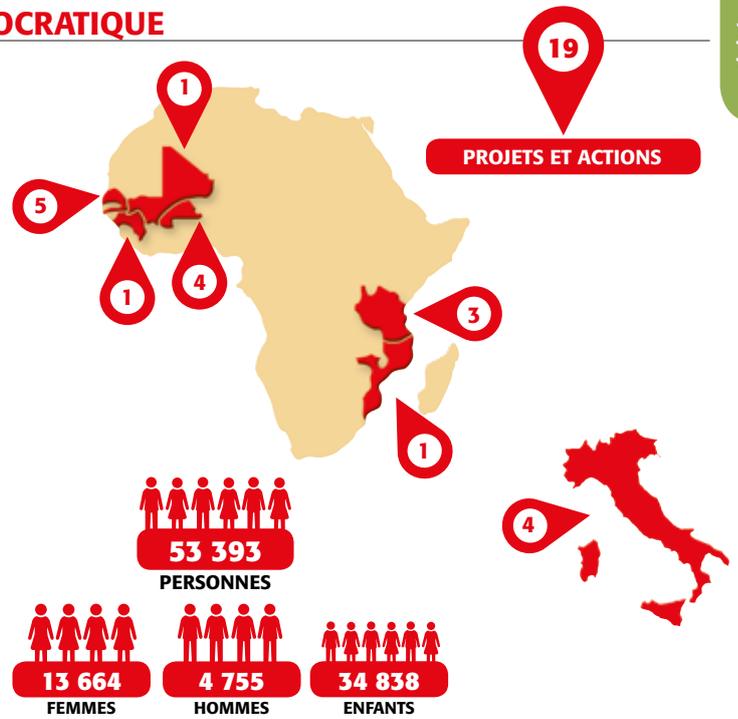
Au Mali et en Éthiopie, deux pays où cet enchevêtrement entre conflits armés et changement climatique est particulièrement évident, la LVIA, avec le soutien de l'AICS, est intervenue dans des zones très fragiles, comme la province de Douentza au Mali et l'East Bale en Éthiopie.

Au Mali, où la LVIA a dû suspendre ses activités en début d'année dans la région de Gao suite à un veto de sécurité imposé par l'ambassade italienne, une moto-ambulance et une moto ont été livrées à deux centres de santé communautaires, accompagnées de stocks de produits pour l'hygiène.

Des infirmiers et agents de santé ont été formés au traitement de la malnutrition aiguë et des principales maladies infantiles. Dans 20 villages, des comités GSAN ont été formés pour animer des activités d'éducation alimentaire (y compris des démonstrations culinaires) et surveiller régulièrement l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans, orientant les cas graves vers les structures compétentes.

En Éthiopie, dans l'East Bale, l'intervention s'est concentrée sur les communautés les plus vulnérables, à travers la construction de magasins de stockage et de latrines (pour les familles déplacées), la distribution de produits de potabilisation de l'eau, d'outils agricoles, de semences (maïs et keff), de kits vétérinaires, ainsi que le soutien à une campagne de vaccination du bétail. De plus, six groupes de jeunes ont reçu des fonds de lancement pour des activités génératrices de revenus et 700 familles parmi les plus démunies ont bénéficié d'un soutien économique sous forme de bons.

Au Kenya, pays de plus en plus affecté par des périodes alternées de sécheresse et de fortes pluies entraînant des inondations dévastatrices, la LVIA est intervenue dans le comté d'Isiolo, en distribuant des produits de traitement de l'eau et des bâches imperméables aux familles déplacées.



Dans certaines sociétés, il existe de bonnes écoles, des hôpitaux et la liberté de choix, mais tout le monde n'y a pas accès de la même manière. Cette inégalité s'appelle la marginalisation et existe non seulement dans les pays les plus riches du monde, mais surtout dans les plus pauvres. Elle peut être socio-politique (par exemple, exclure les minorités du processus décisionnel) ou économique, en limitant l'accès à l'éducation et au travail. La combattre signifie garantir une répartition équitable des infrastructures, services et opportunités.

En 2024, les activités d'inclusion en faveur des personnes les plus fragiles ont concerné 53 393 personnes dans 6 pays africains et en Italie.

Cette année-là, la LVIA a soutenu 19 projets contre la marginalisation. En Italie, elle a promu le soutien scolaire et extrascolaire pour favoriser l'apprentissage et l'inclusion sociale des enfants en situation de pauvreté éducative. Pour encourager des modes de vie durables, des activités sportives et éducatives en plein air ont été organisées pour les jeunes, des vélos donnés ont été restaurés, impliquant la communauté dans l'économie circulaire. En parallèle, des ateliers d'auto-entrepreneuriat ont été organisés pour soutenir l'inclusion professionnelle des femmes issues de l'immigration. Pour valoriser l'interculturalité, des événements de sensibilisation sur les migrations, des groupes de discussion sur les récits médiatiques, des rencontres anthropologiques et des célébrations religieuses ont été organisés.

En Afrique, le soutien à l'auberge Nyerere en Tanzanie s'est poursuivi avec un don de matelas et d'oreillers.

Au Burkina Faso, une école de Gorom-Gorom a été réhabilitée et équipée. En Guinée, les séances de soutien scolaire gratuites se sont poursuivies pour les élèves du primaire et du secondaire dans les centres de lecture rénovés et équipés.

Au Mozambique, les efforts pour garantir le droit au nom se sont poursuivis : distribution de registres d'état civil, formation d'agents, campagnes de sensibilisation, et organisation d'un forum sur les avantages de l'enregistrement civil.

Plus de 33 000 enfants ont été enregistrés, notamment grâce à l'appui informatique au Centre de service permanent de Maputo, à 8 conservatoires et 9 nouveaux points d'enregistrement. La réhabilitation du conservatoire de Namaacha a également été achevée.

En Tanzanie, Guinée, Burkina Faso et Sénégal, l'appui aux associations de jeunes et de personnes vulnérables s'est poursuivi via des activités artistiques et des formations en gestion, finance, coopération, planification urbaine intégrée, utilisation de SIG, transparence et suivi.

En Tanzanie, la lutte contre la malnutrition s'est poursuivie par des formations en cascade sur la nutrition, l'égalité de genre et l'horticulture durable.

Au Sénégal, Burkina Faso, Guinée et Mali, les efforts pour l'inclusion socio-professionnelle des jeunes se sont poursuivis par des coachings, des stages en entreprise, et un appui à la création d'entreprises circulaires impliquant directement des femmes et des filles, promouvant l'entrepreneuriat féminin.

Au Mali, une table ronde sur l'entreprise sociale et l'auto-émancipation des femmes a été organisée ; au Burkina Faso, une plateforme en ligne pour l'accès à l'emploi a été lancée. Au Sénégal, une crèche pour enfants de jeunes mères a été construite à Thiès Ouest, ainsi qu'un centre pour l'emploi. Une cartographie des entreprises et centres de formation a été produite et 10 conventions ont été signées entre la commune, les entreprises et les centres de formation pour favoriser l'insertion professionnelle.

Grâce à la coopération décentralisée, LVIA a promu des échanges sur l'entrepreneuriat des jeunes et l'impact social, et participé à des initiatives de plaidoyer comme le webinaire LINK2007 sur migration et développement. En Tanzanie, les recherches ont continué avec l'Université de Turin et les parties prenantes locales sur la vulnérabilité environnementale et socio-économique, la gestion des déchets, la santé et l'éducation sur l'île de Pemba.

NOS CHIFFRES

REVENU

€ 9 489 263

PROJETS ET ACTIVITÉS EN AFRIQUE ET ITALIE	€ 9 155 133
COMMUNICATION ET COLLECTE DE FONDS	€ 328 239
FRAIS DE SOUTIEN GÉNÉRAL	€ 5 890

DÉPENSES

€ 9 488 312

PROJETS ET ACTIVITÉS EN AFRIQUE ET ITALIE	€ 9 122 280
COMMUNICATION ET COLLECTE DE FONDS	€ 154 858
FRAIS DE SOUTIEN GÉNÉRAL	€ 211 174

SOURCES DE FINANCEMENT

INSTITUTIONS PUBLIQUES

• AICS - Agence italienne de coopération au développement	€ 2 590 282, 83
• Administrations publiques italiennes	€ 199 796, 94
• Union Européenne	€ 2 891 798, 21
• Nations Unies	€ 162 655, 04
• Administrations publiques étrangères	€ 559 281, 7
TOTAL	€ 6 403 814, 72

INSTITUTIONS PRIVÉES

• Institutions privées et religieuses italiennes	€ 613 106, 11
• Organisations à but non lucratif	€ 1 720 505, 02
• Institutions privées étrangères	€ 222 219, 18
TOTAL	€ 2 555 830, 31

PARTICIPANTS PAR PAYS

PAYS	DESTINATAIRES	FEMMES	HOMMES	ENFANTS
BURUNDI	1 807	731	1.076	0
BURKINA FASO	7 440	3 071	3 895	474
ÉTHIOPIE	106 606	55 306	38 241	13 059
GUINÉE BISSAU	15 089	7 632	7 457	0
GUINÉE	119 621	64 851	54 770	0
KENYA	242 581	123 797	107 743	11 041
MALI	45 000	14 497	10 207	20 296
MOZAMBIQUE	34 643	348	368	33 927
SENEGAL	29 854	11 579	14 745	3 530
TANZANIE	35 760	27 520	6 780	1 460
ITALIE	360 593	178 715	178 393	3 485
TOTAL	998 994	488 047	423 675	87 272

INVESTISSEMENTS PAR PAYS

• BURKINA FASO	€ 509 211, 81
• BURUNDI	€ 343 978, 15
• ÉTHIOPIE	€ 2 022 804, 49
• GUINÉE BISSAU	€ 2 162 152, 46
• GUINÉE	€ 272 387, 31
• KENYA	€ 118 755, 72
• MALI	€ 489 933, 71
• MOZAMBICO	€ 300 553, 41
• SENEGAL	€ 761 790, 01
• TANZANIE	€ 1 050 669, 69
• ITALIE	€ 742 308, 97
• COÛTS DE GESTION DE PROGRAMMES EN ITALIE ET DES BUREAUX LOCAUX	€ 347 733, 78
TOTAL	€ 9 122 279, 51





“ Lorsque l’actuel réservoir d’eau a été construit, la population de Douentza ne dépassait pas 3 000 personnes. Aujourd’hui, la population a fortement augmenté, ayant accueilli de nombreux réfugiés et déplacés à cause de la guerre, et la pression sur les ressources comme l’eau est forte. Le projet de la LVIA a construit un nouveau puits qui fournit de l’eau potable à plus de 900 personnes. Un grand soutien et soulagement pour une population déjà épuisée par le conflit.”

*DIARRA Malick,
Maire de la commune de Douentza*



“ Avant, c’était vraiment difficile. Quand les machines pour piler le riz ne fonctionnaient pas, on devait ramener le riz à la maison et le piler à la main avec un bâton. C’était un travail épuisant — on se faisait mal aux mains, beaucoup de grains se cassaient ou tombaient par terre, et on gaspillait beaucoup de riz. Maintenant, grâce à la machine du projet Landa Guiné, tout est plus simple et rapide. Le riz est prêt en peu de temps et on peut le cuisiner tout de suite. C’est un grand changement : on ne se fatigue plus comme avant, et la différence est bien réelle.”

*Sabado Infande
productrice de riz à Encheia*

RAPPORT ANNUEL 2024 - Résumé

Rédaction : Elisabetta Andreis, Francesca Antonino, Giovanni Armando, Cristina Baudino, Andrea Bessone, Luisella Calcagno, Streng Cerise, Sara Dottarelli, Giulia Gazzaniga, Nicoletta Gorgerino, Ester Graziano, Silvana Merlo, Stefano Plescan, Isabella Pomerio, Giulia Puppini, Italo Rizzi, Ilaria Salerno, Maurizia Sandrini, Alberto Valmaggia et les Représentants/Responsables nationaux LVIA.

Propriété de : LVIA • Associazione Internazionale Volontari Laici
Via Mons. D. Peano, 8/b • 12100 Cuneo • tél. +39 0171.696975 • lvia@lvia.it • www.lvia.it • CCP 14343123

Graphisme : zazi • Torino

Tribunal de Cuneo Enregistrement n. 245, 8/10/1970 • ROC: 33218

“*Nous partageons un sentiment d'espoir fort et profond. Malgré les difficultés et les contradictions de notre monde, il y a une vie qui croît, il y a un peuple qui travaille et qui sème la paix. Une communauté, la nôtre, qui ne se résigne pas au mal et continue à transformer les armes en charrues, à combattre la haine avec le sourire et la main tendue.*”

Alberto Valmaggia, Président LVIA



LVIA • Siège social
Via Mons. D. Peano, 8b
12100 Cuneo
tél. +39 0171.696975
lvia@lvia.it

LVIA • Succursale
Via Borgosesia, 30
10145 Torino
tél. +39 011.7412507
italia@lvia.it

www.lvia.it

LVIA Burkina Faso
Rue Luili Pendé n. 256
01 BP 783 Ouagadougou 01
tél. +226.25363804
rp.burkinafaso@lvia.it
Autre bureau :
KoudouGou

LVIA Burundi
Avenue Maotsetoung, 10
Rohero 1
Bujumbura
tél. + 257.69216807
coordinationburundi@lvia.it

LVIA Éthiopie
Yeka Sub City
Wereda n. 8
PO Box 102346
Addis Abeba
tél. +251.116622183
country.rep.et@lvia.it
Autre bureau :
Oromia Region,
Arsi Zone, Assela,
Kebele 6, n. 225

LVIA Guinée Bissau
Avenida F. Mendes
x Avenida D. Ramos, Bissau
C.P. 585 Bissau
tél. +245.955949714
rp.guineabissau@lvia.it
Autres bureaux : Bissorã, Cafal

LVIA Guinée
Quartier Wareya,
derrière Mosquée Kinifi
Commune de Ratoma
Conakry
tél. +224.629320585
rp.guinea@lvia.it

LVIA Kenya
P.O. Box 1684
60200 Meru
tel. +254.721625798
kenya@lvia.it
Autre bureau :
c/o Diocese of Isiolo

LVIA Mali
Quartier ACI SOTUBA
BP E 3442
Bamako
tél. +223.76271428
tél. +223.66271428
rp.mali@lvia.it

LVIA Mozambique
c/o Caritas Moçambique
Rua da Resistencia 1175
Maputo
tél. +258.21419933
tél. +258.879391993
rp.mozambico@lvia.it
Autre bureau :

c/o Caritas
Rua Pave
Nacala-Porto

LVIA Senegal
R.te de Khombole
B.P. 262 A
Thiès
tél. +221.339521928
rp.senegal@lvia.it

LVIA Tanzanie
P.O.BOX 160
KNG/MNY-SH/135
Kongwa, Dodoma
tél. +255.621023629
cr.tanzania@lvia.it
Autre bureau :
Chake Chake office
Mkungu Malofa No. 4
74204 Tibirinzi - Pemba

